

REGION DE BRUXELLES-CAPITALE — BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

COMMISSION COMMUNAUTAIRE FRANÇAISE DE LA REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

F. 99 — 2028

[C - 99/31304]

27 MAI 1999. — Arrêté du Collège de la Commission communautaire française portant approbation du Règlement d'ordre intérieur des établissements d'enseignement primaire, secondaire, ordinaire et spécial de plein exercice, organisés par la Commission communautaire française

Le Collège,

Vu les articles 136, 163 et 166 de la Constitution coordonnée par la loi du 17 février 1994;

Vu l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 19 juin 1997 portant modification du Règlement organique général des établissements provinciaux dont la langue d'enseignement est le français et approbation du Règlement d'ordre intérieur des établissements d'enseignement primaire, secondaire, ordinaire et spécial de plein exercice, organisés par la Commission communautaire française;

Considérant que le Règlement d'ordre intérieur des établissements d'enseignement de la Commission communautaire française doit être adapté au regard des dispositions du décret de la Communauté française du 24 juillet 1997 définissant les missions prioritaires de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire et organisant les structures propres à les atteindre, en particulier ses articles 92 et 93;

Considérant que cette adaptation doit également intégrer les dispositions contenues dans le décret de la Communauté française du 30 juin 1998 visant à assurer à tous les élèves des chances égales d'émancipation sociale, notamment par la mise en œuvre de discriminations positives, en particulier ses articles 31 et 32;

Considérant que l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 23 novembre 1998 relatif à la fréquentation scolaire modifie les dispositions relatives au comptage des absences;

Considérant que le Règlement d'ordre intérieur susvisé nécessite en outre que des précisions soient apportées relativement à certaines notions abordées par les décrets précités;

Considérant que le nombre de modifications apportées ne permet plus une lecture aisée du Règlement précité;

Considérant qu'il est dès lors préférable d'adopter un texte coordonné afin de faciliter son utilisation et sa compréhension par tous les acteurs scolaires;

Vu l'avis de la Commission paritaire locale du 30 avril 1999;

Sur la proposition du Ministre, Membre du Collège, chargé de l'enseignement,

Arrête :

Article 1^{er}. Le Règlement d'ordre intérieur des établissements d'enseignement de la Commission communautaire française de la Région de Bruxelles-Capitale, annexé à l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 19 juin 1997 portant modification du Règlement organique général des établissements provinciaux dont la langue d'enseignement est le français et approbation du Règlement d'ordre intérieur des établissements d'enseignement primaire, secondaire, ordinaire et spécial de plein exercice, organisés par la Commission communautaire française est remplacé par le Règlement d'ordre intérieur des établissements d'enseignement primaire, secondaire, ordinaire et spécial de plein exercice, organisés par la Commission communautaire française, annexé au présent arrêté.

Art. 2. Le Membre du Collège qui a l'Enseignement dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Bruxelles, le 27 mai 1999.

Par le Collège :

E. TOMAS,

Membre du Collège chargé de l'Enseignement.

H. HASQUIN,

Président du Collège, chargé du Budget

Annexe

**Enseignement de la Commission communautaire française de la Région de Bruxelles-Capitale
Règlement d'ordre intérieur des établissements d'enseignement primaire,
secondaire ordinaire et spécial de plein exercice**

Au sens du présent règlement, on entend par « parent » la personne légalement responsable de l'élève mineur.

1. Déclaration de principe.

L'éducation et la formation professionnelle constituent un projet pédagogique qui requiert confiance, disponibilité, amitié et respect. Il s'agit d'un travail d'équipe qui implique autant chaque partenaire : l'équipe éducative (Direction, enseignants, éducateurs, membres de l'équipe PMS), l'élève, les parents.

Méconnaître les contraintes associées à ce projet, c'est le rendre caduque et risquer de faire échouer toute démarche de formation à laquelle chacun a décidé de se consacrer.

Ces contraintes indispensables à la réussite du projet font l'objet d'un règlement d'ordre intérieur. L'inscription dans l'enseignement de la Commission communautaire française implique l'acceptation de ce règlement.

Quiconque fréquente l'école doit pouvoir jouir de l'éducation et s'épanouir dans sa formation sans craindre pour sa santé et son intégrité physique, psychologique et morale. Des dispositions concrètes seront prises par le pouvoir organisateur, l'équipe éducative, les élèves, selon leur degré de responsabilité, pour assurer une qualité satisfaisante de l'environnement (propreté, lumière, qualité de l'air, locaux salubres et sécurisants, absence d'objets dangereux...)

L'école remplira son devoir de communiquer explicitement aux élèves et à leurs parents, toute information utile concernant son projet éducatif, en terme d'objectifs, de critères d'évaluation. Elle s'engage dans le cadre de sa mission, à mettre tout en œuvre pour répondre aux besoins de chacun, à proposer une guidance efficace, à soutenir celui qui connaîtrait des difficultés momentanées, dans un climat de transparence et de dialogue.

2. Champ d'application.

Le présent règlement d'ordre intérieur s'applique à l'enseignement primaire, secondaire ordinaire et spécial de plein exercice des établissements organisés par la Commission communautaire française.

3. Notions de discipline générale.

3.1. Tous les membres de la communauté scolaire se respecteront mutuellement. Dans ce cadre, les élèves doivent le respect à tous les membres du personnel de l'établissement ainsi qu'à leurs condisciples, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur du campus. Les échanges de propos seront aimables et pondérés.

3.2. Chaque métier a ses exigences d'hygiène, de sécurité et de présentation : autant les adopter déjà en cours d'apprentissage. L'hygiène personnelle et la tenue vestimentaire seront pour le cours d'éducation physique, les cours de pratique professionnelle et les stages, conformes aux règles d'hygiène, de sécurité et de présentation exigées par l'exercice de la profession à laquelle ils se préparent (les instructions seront données en début d'année par le professeur titulaire du cours). Les élèves observeront les consignes courantes du savoir-vivre, notamment ne porteront pas de couvre-chef dès l'entrée dans un bâtiment.

3.3. Il est également interdit de porter un signe distinctif qui ferait référence à une idéologie, quelle qu'elle soit.

3.4. Chacun veillera à adopter une tenue et une attitude correctes tant au sein de l'établissement qu'aux abords de celui-ci.

3.5. La consommation d'alcool et de drogues est interdite. Dans les limites fixées par l'Arrêté royal du 31 mars 1987, il est strictement interdit de fumer à l'intérieur des bâtiments.

3.6. L'introduction dans l'école de tout objet étranger au cours qui soit de nature à distraire l'intéressé de ses études est interdite. Ces objets pourront être confisqués jusqu'à la fin de l'année scolaire.

Tout commerce, non expressément autorisé, est interdit. Le contrevenant s'expose à une sanction disciplinaire et, d'autre part, à la confiscation des objets négociés.

3.7. Dans l'intérêt général de la communauté scolaire, les élèves veilleront au maintien de la qualité de l'environnement. Les papiers et débris seront jetés à la poubelle. Par mesure d'hygiène, il est interdit de cracher. Les élèves s'abstiendront de tout acte de vandalisme envers les bâtiments, le mobilier, les plantations, sous peine de sanctions disciplinaires et cela indépendamment du remboursement des dégradations occasionnées à ceux-ci.

3.8. Les élèves ne peuvent se rendre en classe en l'absence du professeur ou du surveillant-éducateur. L'accès aux locaux fera l'objet d'une autorisation explicite de la Direction ou de son délégué.

3.9. A la fin des cours, les locaux seront remis en ordre, les fenêtres fermées et la lumière éteinte. Les élèves les quitteront avec le professeur dans le plus grand calme, de façon à respecter le travail des autres.

3.10. La Direction décline toute responsabilité en cas de vol, de perte ou de dégradation des objets appartenant aux élèves.

4. Tutelle sanitaire et aide psycho-médico-sociale.

4.1. Les élèves de l'établissement sont soumis à la tutelle sanitaire de l'Inspection médicale scolaire. Un examen médical de prévention et un test tuberculitique sont organisés dans les limites des dispositions légales. L'élève ne peut en être dispensé qu'en apportant une attestation médicale extérieure remplissant le même office.

4.2. Un centre PMS est également accessible aux élèves qui en feront la demande. Si l'aide requise pour répondre à cette demande consiste en une guidance, elle n'est pas possible, si l'élève est mineur d'âge, lorsque les parents s'y sont opposés.

La consultation du centre par un élève, même mineur, est couverte par la règle du secret professionnel. Il en résulte que les travailleurs du centre PMS ou leurs collaborateurs obligés de l'Institut (secrétariat, éducateurs, directeurs, professeurs, selon le cas) ne seront autorisés à divulguer les confidences reçues que si l'élève se trouve dans une situation de danger ou de péril grave. Les rendez-vous avec un membre de l'équipe du PMS seront communiqués impérativement au secrétariat de l'école pour qu'ils puissent entrer en ligne de compte comme absence justifiée. Dans la mesure du possible, ils seront pris en dehors des heures de cours. En toutes circonstances, l'heure de retour sera contrôlée.

5. Visites pédagogiques et voyages scolaires.

Compte tenu de leur intérêt sur le plan de la formation, diverses visites pédagogiques, voyages scolaires, échanges culturels, animations culturelles et sportives peuvent être organisés tout au long de l'année.

Ces activités et les travaux qui les accompagnent sont, au même titre que les cours, obligatoires. Les élèves n'en seront dispensés que pour raisons médicales ou autorisation expresse de la Direction en cas de circonstances exceptionnelles. Cependant, la Direction est en droit d'en exclure l'élève qui, au cours d'une activité antérieure, a été cause de perturbations graves, pouvant nuire à la sécurité des participants ou au bon renom de l'établissement.

6. Fréquentation scolaire.

6.1. Sur le chemin de l'école, l'assurance scolaire ne couvre l'élève que s'il emprunte le trajet normal qu'il doit accomplir afin de se rendre de son domicile au lieu où se déroule l'activité scolaire et vice-versa.

6.2. Les horaires des cours doivent être respectés. Les parents des élèves mineurs et les élèves majeurs veilleront à ce que retards et absences soient exceptionnels et motivés.

6.3. Les élèves ne peuvent se trouver dans la cour de l'école sans autorisation qu'une demi-heure avant le début des cours et doivent quitter les locaux dès la fin de ceux-ci. L'interdiction formelle est adressée aux élèves de demeurer dans les locaux, les couloirs, les escaliers, avant ou après les cours ou durant les récréations, sauf autorisation.

Les élèves seront présents au moins cinq minutes avant le début des cours et ne peuvent sous aucun prétexte sortir de l'institut avant la fin de ceux-ci (se référer à l'horaire noté dans le journal de classe).

6.4. Des rangs seront constitués aux emplacements indiqués.

6.5. Les retardataires doivent se présenter à leur surveillant-éducateur avant d'aller en classe. Les retards seront notés systématiquement dans le journal de classe et tout abus constaté sera sanctionné. Sauf cas exceptionnel ou appréciation contraire de l'éducateur responsable, l'élève en retard ne sera admis au cours qu'à l'heure suivante. En attendant, il devra se rendre à l'étude où sa présence sera contrôlée.

7. Absences.

7.1. Les élèves doivent suivre effectivement et assidûment tous les cours et activités organisés pour eux. Les parents des élèves mineurs et les élèves majeurs auront l'attention attirée sur l'impérieuse nécessité d'observer scrupuleusement les prescriptions qui suivent, afin d'éviter que l'élève ne s'expose au risque de perdre la possibilité de passer dans la classe supérieure ou fasse l'objet, pour l'élève majeur, d'une sanction d'exclusion définitive de l'établissement.

7.2. Sont considérées comme justifiées, les absences motivées par :

— l'indisposition ou la maladie de l'élève couverte par un certificat médical ou une attestation délivrée par un centre hospitalier,

— la convocation par une autorité publique ou la nécessité pour l'élève de se rendre auprès de cette autorité qui lui délivre une attestation,

— le décès d'un parent ou allié de l'élève, au premier degré; l'absence ne peut dépasser 4 jours,

— le décès d'un parent ou allié de l'élève, à quelque degré que ce soit, habitant sous le même toit que l'élève; l'absence ne peut dépasser 2 jours,

— le décès d'un parent ou allié, du 2e au 4e degré n'habitant pas sous le même toit que l'élève; l'absence ne peut dépasser 1 jour.

Un régime particulier peut être appliqué aux élèves jeunes sportifs de haut niveau ou espoirs tels que visés dans l'Arrêté royal du 29 juin 1984.

Tout document relatif aux absences énumérées ci-dessus doit être remis au chef d'établissement ou à son délégué au plus tard le lendemain du dernier jour d'absence lorsque celle-ci ne dépasse pas 3 jours, et au plus tard le quatrième jour d'absence dans les autres cas. L'absence non justifiée dans ces délais est notifiée aux parents de l'élève mineur ou à l'élève majeur au plus tard à la fin de la semaine pendant laquelle elle a pris cours.

Le chef d'établissement peut accepter d'autres motifs d'absence pour autant qu'ils relèvent de cas de force majeure ou de circonstances exceptionnelles liés à des problèmes familiaux, de santé mentale ou physique de l'élève ou de transports. Le nombre de ces absences ne pourra être supérieur à 24 demi-jours au cours de l'année scolaire. Elles devront faire l'objet d'une justification écrite de la part de l'élève majeur ou des parents de l'élève mineur. Toute autre absence est considérée comme injustifiée.

7.3. Dans l'enseignement secondaire, est considéré comme demi-jour d'absence injustifiée :

— l'absence non justifiée de l'élève durant un demi-jour de cours, quel que soit le nombre de périodes que ce demi-jour comprend,

— l'absence non justifiée de l'élève à deux périodes de cours ou plus, consécutives ou non, au cours d'un même demi-jour.

7.4. De retour à l'école, l'élève qui a été absent est tenu de mettre son journal de classe et ses cahiers en ordre le plus rapidement possible.

Une absence, même justifiée, ne dispense pas l'élève d'effectuer les tâches demandées pendant son absence.

7.5. Le cours d'éducation physique figure dans la grille horaire au même titre que les autres. Les dispenses de ce cours ne peuvent être accordées que pour des raisons médicales. Les élèves dispensés temporairement de ce cours sont tenus d'assister aux leçons et de remettre un rapport écrit au titulaire de cours qui l'évaluera. Ils doivent donc impérativement se trouver à l'école, sauf autorisation exceptionnelle de la direction.

7.6. Les séances de rattrapage organisées pour combler les lacunes dans la formation de certains élèves sont signalées dans le journal de classe et sont également obligatoires.

7.7. En période d'examens, toute absence doit être justifiée soit par un certificat médical, en cas de maladie, soit par une lettre d'excuse indiquant le motif de l'absence. Le chef d'établissement détermine si le motif invoqué constitue un cas de force majeure. Dans le cas contraire, ou en cas d'absence injustifiée, la note d'examen est nulle.

7.8. Dans l'enseignement secondaire, l'élève mineur soumis à l'obligation scolaire qui compte au cours d'une même année scolaire vingt demi-journées d'absence injustifiée est signalé par le pouvoir organisateur ou son délégué au Conseiller de l'Aide à la Jeunesse.

A partir du deuxième degré de l'enseignement secondaire, l'élève qui compte, au cours d'une même année scolaire plus de trente demi-jours d'absence injustifiée perd la qualité d'élève régulier sauf dérogation accordée par le Ministre de la Communauté française en raison de circonstances exceptionnelles.

L'exclusion définitive peut être prononcée si l'élève majeur compte, au cours d'une même année scolaire, plus de quarante demi-jours d'absence injustifiée.

7.9. Au plus tard à partir du dixième jour d'absence injustifiée d'un élève, le chef d'établissement convoque les parents de l'élève s'il est mineur ou l'élève majeur par courrier recommandé avec accusé de réception.

Le chef d'établissement rappelle les dispositions relatives aux absences scolaires et propose des actes de prévention des absences.

Si les parents de l'élève mineur ou l'élève majeur ne répondent pas à la convocation, le chef d'établissement délègue au domicile ou au lieu de résidence de l'élève un membre du personnel auxiliaire d'éducation ou le médiateur scolaire ou un membre du centre psycho-médico-social moyennant l'autorisation du directeur de ce centre.

Un rapport de visite est établi à l'attention du chef d'établissement.

7.10. Si l'élève se trouve dans une situation de crise telle qu'elle rend sa fréquentation scolaire difficilement conciliable avec les problèmes qu'il rencontre, le Ministre de la Communauté française peut l'autoriser à être pris en charge, pour une période ne dépassant pas un mois, renouvelable une fois, par des services collaborant à l'Aide à la Jeunesse ou par un service agréé et désigné par la Commission des discriminations positives. Cette possibilité de prise en charge, permettant à l'élève de rester régulièrement inscrit dans son établissement scolaire, est examinée à la demande conjointe du mineur, de ses parents, du pouvoir organisateur ou de son délégué, après avoir pris l'avis du conseil de classe et du CPMS.

8. suspension des cours et autorisations de sortie.

8.1. Les autorisations de sortie ne peuvent être octroyées que moyennant l'accord préalable des parents.

8.2. Les élèves ne peuvent quitter l'établissement durant les inter-cours et les récréations.

8.3. Si pour une raison quelconque, les cours sont suspendus avant la fin normale prévue à l'horaire, l'élève peut être autorisé à rentrer chez lui. Cette modification d'horaire sera notée dans le journal de classe par le chef d'établissement ou son délégué ainsi que l'autorisation de licenciement. Les parents des élèves mineurs veilleront à parapher cet avis.

8.4. Pour se rendre au secrétariat, au centre PMS, etc., l'élève doit recevoir l'autorisation écrite du professeur, du secrétariat ou du responsable PMS.

8.5. En cas de sortie non autorisée le jeune n'est pas couvert par les assurances scolaires, la sortie s'effectue sous l'entière responsabilité des parents pour l'élève mineur : compte tenu de la configuration de l'établissement, nous ne sommes pas en mesure de garantir une surveillance de chaque instant.

En cas de sortie autorisée, et pour rappel, les assurances scolaires ne couvrent l'élève que s'il est sur le chemin de l'école, à savoir le trajet normal qu'il doit accomplir afin de se rendre de son domicile au lieu où se déroule l'activité scolaire et vice-versa.

9. Le journal de classe.

9.1. Le journal de classe est un document officiel de première importance. Il doit être présenté à toute demande. L'élève doit le conserver avec lui en toute circonstance. Il se procurera dès son entrée dans l'établissement le modèle prescrit par l'école et le maintiendra en bon état durant toute l'année scolaire. En cas de convocation à la Direction ou au secrétariat, quelle qu'en soit la raison, il l'apportera avec lui.

Le journal de classe est un document personnel; il ne peut être cédé à un autre élève.

9.2. L'élève y consignera soigneusement :

- l'horaire hebdomadaire;
- la matière enseignée, les devoirs et les leçons;
- les notes d'interrogations et contrôles;
- les avis de licenciement.

9.3. Moyen de communication de l'école vers les parents et des parents vers l'école, le journal de classe contiendra des messages importants. Les parents de l'élève mineur sont donc instamment priés de prendre connaissance du journal de classe, de le vérifier et de le signer à chaque fin de semaine et de parapher chaque avis inséré. L'élève majeur est tenu de respecter les mêmes dispositions.

9.4. Le journal de classe sera conservé durant toute la durée des études, en vue d'un éventuel contrôle de l'homologation. Il en est de même des cahiers de 5^{ème}, 6^{ème} et 7^{ème} année.

9.5. Si elle est prévue, la carte d'élève est un document obligatoire, chaque élève est tenu d'en être porteur et de la remettre à tout membre du personnel sur simple demande. Il en est de même du journal de classe.

10. Evaluation : le bulletin.

10.1. L'évolution scolaire de l'élève mineur sera communiquée aux parents notamment par la remise d'un bulletin dans lequel seront consignées les évaluations particulières à chaque cours.

Toute information supplémentaire sur son contenu pourra être demandée auprès du professeur de la branche concernée, auprès de l'éducateur responsable et de la Direction. En dehors des visites de parents programmées durant l'année scolaire, ceux-ci pourront obtenir un rendez-vous en téléphonant au secrétariat de l'école.

10.2. Des bulletins seront distribués régulièrement et comporteront des informations relatives au travail journalier et aux résultats des examens ou bilan.

10.3. L'élève mineur est tenu de remettre son bulletin à ses parents dès réception de celui-ci.

10.4. Le bulletin sera restitué au titulaire de classe au plus tard le lundi qui suit, revêtu des signatures requises.

11. Calendrier scolaire.

Le calendrier scolaire (congés, bulletins, examens, visites de parents) est communiqué par avis au journal de classe en début d'année scolaire.

12. Conditions de réussite.

12.1. La responsabilité d'évaluer la formation des élèves et de prononcer leur passage dans l'année supérieure est exercée collégialement. Elle appartient aux conseils de classe, dans le respect des dispositions décrétales ou réglementaires en vigueur et fixées par la Communauté française. Lesdites dispositions peuvent être consultées au secrétariat de l'établissement où toute information complémentaire peut être obtenue.

12.2. Note de comportement :

Cette note n'est pas certificative et ne peut infléchir le cours des délibérations, sauf si des normes précises de comportement social font partie de la formation pédagogique se rapportant à certaines disciplines, en relation avec le profil de métier (hygiène et sens social dans les métiers de service et les métiers de l'alimentation).

Le retrait de points à la note de comportement est une appréciation, objective mais provisoire de la gravité d'un ou plusieurs faits susceptibles, seul ou par leur addition, d'entraîner le prononcé d'une sanction disciplinaire.

13. Sanctions disciplinaires.

Les mesures d'ordre et les mesures disciplinaires susceptibles d'être prises à l'égard des élèves, ainsi que les procédures de recours qui peuvent leur être opposées, sont contenues dans l'Arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 27 mai 1999 fixant le règlement relatif aux sanctions disciplinaires applicables aux élèves des établissements d'enseignement fondamental, secondaire, ordinaire et spécial et de promotion sociale organisés par la Commission communautaire française.

Cet arrêté est annexé au présent règlement d'ordre intérieur, pour faire partie intégrante de celui-ci, conformément au prescrit de l'article 76, 4[°], du décret de la Communauté française du 24 juillet 1997 définissant les missions prioritaires de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire et organisant les structures propres à les atteindre.

VERTALING

FRANSE GEMEENSCHAPSCOMMISSIE VAN HET BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

N. 99 — 2028

[C - 99/31304]

27 MEI 1999. — Besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie tot goedkeuring van het Huishoudelijk Reglement van het educatief en pedagogisch project van instellingen voor normaal en bijzonder, lager en secundair voltijds onderwijs, georganiseerd door de Franse Gemeenschapscommissie

Het College,

Gelet op artikelen 136, 163 en 166 van de Grondwet, gecoördineerd bij de wet van 17 februari 1994;

Gelet op het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 19 juni 1997 tot wijziging van het algemeen organiek reglement van de provinciale instellingen waarvan de onderwijstaal het Frans is en tot goedkeuring van het Huishoudelijk Reglement van het educatief en pedagogisch project van instellingen met normaal en bijzonder, lager en secundair voltijds onderwijs, georganiseerd door de Franse Gemeenschapscommissie;

Overwegende dat het huishoudelijk reglement van de onderwijsinstellingen van de Franse Gemeenschap dient te worden aangepast ten aanzien van de bepalingen van het decreet van de Franse Gemeenschap van 24 juli 1997 houdende bepaling van de prioritaire opdrachten van het basisonderwijs en het secundair onderwijs en tot organisatie van de structuren om deze te bereiken, in bijzonder artikelen 92 en 93;

Overwegende dat deze aanpassing eveneens de bepalingen dient te omvatten van het decreet van de Franse Gemeenschap van 30 juni 1998 dat alle leerlingen gelijke kansen inzake sociale emancipatie biedt, met name door de invoering van positieve discriminatie, in bijzonder wat betreft artikelen 31 en 32;

Overwegende dat het besluit van de Franse Gemeenschapsregering van 23 november 1998 betreffende het schoolbezoek de bepalingen betreffende het tellen van de afwezigheden wijzigt;

Overwegende dat voornoemd huishoudelijk reglement daarenboven een verduidelijking vereist van bepaalde begrippen die zijn vermeld in de voornoemde decreten;

Overwegende dat het aanzienlijk aantal wijzigingen de lectuur van het Reglement sterk bemoeilijkt;

Overwegende dat het derhalve wenselijk is een gecoördineerde tekst aan te nemen met het oog op een makkelijke hantering en begrip ervan door alle onderwijsactoren;

Gelet op het advies van het plaatselijk paritair comité van 30 april 1999;

Op voordracht van de Minister, Lid van het College, belast met onderwijs,

Besluit :

Artikel 1. Het huishoudelijk reglement van de onderwijsinstellingen van de Franse Gemeenschapscommissie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, gevoegd als bij het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 19 juni 1997 tot wijziging van het algemeen organiek reglement van de provinciale instellingen waarvan de onderwijstaal het Frans is en tot goedkeuring van het Huishoudelijk Reglement van het educatief en pedagogisch project van instellingen met normaal en bijzonder, lager en secundair voltijds onderwijs, georganiseerd door de Franse Gemeenschapscommissie, wordt vervangen door het Huishoudelijk Reglement van het educatief en pedagogisch project van instellingen met normaal en bijzonder, lager en secundair voltijds onderwijs, georganiseerd door de Franse Gemeenschapscommissie, dat als bijlage bij dit besluit gaat.

Art. 2. Het Lid van het College, bevoegd voor Onderwijs, is belast met de uitvoering van dit besluit.

Opgemaakt te Brussel, op 27 mei 1999.

Namens het College :

E. TOMAS,

Lid van het College belast met Onderwijs.

HASQUIN,

Voorzitter van het College belast met Begroting

Bijlage

**Onderwijs van de Franse Gemeenschapscommissie van het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest
Huishoudelijk reglement van de instellingen voor normaal en bijzonder, lager en secundair voltijds onderwijs**

In de geest van dit reglement wordt verstaan onder « ouder » : de persoon die wettelijk aansprakelijk is voor de minderjarige leerling.

1. Principesverklaring.

Het onderwijs en de beroepsopleiding vormen een pedagogisch project dat vertrouwen, beschikbaarheid, vriendschap en respect vereist. Het gaat om teamwerk met evenwaardige partners : het onderwijskorps (directie, leerkrachten, opvoeders, leden van het PMS-team), de leerling en de ouders.

Wanneer de vereisten van dit project worden miskend, schiet het zijn doel voorbij en dreigt elke onderwijsactiviteit waaraan elkeen zich wijdt een mislukking te worden.

Deze vereisten die onontbeerlijk zijn voor het welslagen van het project zijn opgenomen in een huishoudelijk reglement. De inschrijving in het onderwijs van de Franse Gemeenschapscommissie houdt in dat dit reglement wordt aanvaard.

Elkeen die naar school gaat, moet kunnen genieten van het onderwijs en zich ontplooiën in zijn opleiding zonder vrees voor zijn gezondheid en zijn morele, psychologische en fysieke integriteit. De inrichtende macht, het onderwijskorps en de leerlingen nemen, naar gelang van de graad van verantwoordelijkheid, concrete maatregelen met het oog op een afdoende kwaliteit van de omgeving (netheid, licht, luchtkwaliteit, gezonde en veilige lokalen, afwezigheid van gevaarlijke voorwerpen...).

De school verschaft aan de leerlingen en hun ouders alle nodige inlichtingen over de doelstellingen en evaluatiecriteria van haar educatief project. In het raam van haar opdracht verbindt ze zich ertoe alles in het werk te stellen om te voldoen aan eenieders behoeften, een efficiënte begeleiding voor te stellen, steun te verlenen aan diegenen met tijdelijke problemen, dit alles in een klimaat van openheid en dialoog.

2. Toepassingsgebied.

Dit huishoudelijk reglement is van toepassing op het normaal en bijzonder, lager en secundair voltijdsonderwijs van de instellingen die zijn georganiseerd door de Franse Gemeenschapscommissie.

3. Noties inzake algemene discipline.

3.1. Alle leden van de schoolgemeenschap betonen elkaar respect. Hierbij dienen de leerlingen respect te hebben voor alle leden van het onderwijspersoneel en hun medeleerlingen, zowel binnen als buiten de school. Gesprekken dienen aangenaam en beleefd te verlopen.

3.2. Elk vak stelt zijn eisen qua hygiëne, veiligheid en presentatie : deze kan men zich beter al tijdens de leertijd eigen maken. De persoonlijke hygiëne en de kleding voor de lessen lichamelijke opvoeding, beroepspraktijk en stages zijn conform de regels inzake hygiëne, veiligheid en presentatie die vereist zijn voor de uitoefening van het beroep dat wordt aangeleerd (de richtlijnen worden gegeven bij de aanvang van het schooljaar door de leerkracht). De leerlingen houden zich aan de wellevendheidsregels, en dragen met name geen hoofddekkel bij het betreden van een gebouw.

3.3. Het is eveneens verboden een merkteken te dragen dat verwijst naar eender welke ideologie.

3.4. Elkeen draagt onberispelijke kledij en gedraagt zich correct zowel binnen de onderwijsinstelling als in de naaste omgeving ervan.

3.5. Het verbruik van alcohol en drugs is verboden. Het is strikt verboden te roken in de gebouwen binnen de perken bedoeld in het koninklijk besluit van 31 maart 1987.

3.6. Het binnenbrengen op school van een voorwerp dat vreemd is aan de lessen en dat de betrokkene kan afleiden van zijn studies, is verboden. Deze voorwerpen kunnen in beslag worden genomen tot het einde van het schooljaar.

Elke handel waarvoor geen uitdrukkelijke toestemming is gegeven, is verboden. De overtreder kan een tuchtstraf krijgen en de verhandelde voorwerpen kunnen in beslag worden genomen.

3.7. In het algemeen belang van de schoolgemeenschap zien de leerlingen toe op het behoud van de kwaliteit van de leefomgeving. Papieren en afval horen in de vuilnisbak. Om hygiënische redenen is het verboden te spuwen. De leerlingen begaan geen vandalisme jegens gebouwen, het meubilair, de beplanting op straffe van tuchtmaatregelen en dit los van de vergoeding van de toegebrachte schade.

3.8. De leerlingen mogen zich niet naar de klas begeven bij afwezigheid van de leerkracht of de studiemeester-opvoeder. Voor de toegang tot de lokalen is de uitdrukkelijke toestemming van de directie of de gemachtigde ervan vereist.

3.9. Aan het eind van de lessen worden de lokalen in orde gebracht, de ramen gesloten en het licht uitgedaan. De leerlingen verlaten de klas kalm, samen met de leerkracht, om het werk van de anderen te eerbiedigen.

3.10. De directie is niet verantwoordelijk voor diefstal, verlies of beschadiging van persoonlijke voorwerpen van de leerlingen.

4. Medisch toezicht en psycho-medisch-sociale hulp.

4.1. De leerlingen van de instelling zijn onderworpen aan het medisch toezicht van de medische schoolinspectie. Een preventief medisch onderzoek en een tuberculinetest worden georganiseerd binnen de perken van de wettelijke bepalingen. De leerling wordt hiervan enkel vrijgesteld wanneer hij een extern medisch getuigschrift heeft dat betrekking heeft op dezelfde materie.

4.2. Een PMS-centrum is eveneens toegankelijk voor leerlingen die hierom verzoeken. Indien de hulp bestaat in een begeleiding is ze voor de minderjarige leerling enkel mogelijk wanneer de ouders hiermee akkoord gaan.

De raadpleging van het centrum door een leerling, ook door een minderjarige leerling, valt onder het beroepsgeheim. Daaruit volgt dat de werknemers van het PMS-centrum of hun verplichte medewerkers van het Instituut (secretariaat, opvoeders, directeurs, leerkrachten, al naar gelang het geval) de vertrouwelijke gesprekken slechts mogen openbaar maken wanneer de leerling in een gevaarlijke of bedreigende situatie bevindt. De afspraken met een lid van de PMS-equipe dienen aan het secretariaat van de school te worden meegedeeld opdat ze als geldige redenen voor afwezigheid kunnen worden geboekstaafd. De afspraken dienen zoveel mogelijk buiten de schooluren te worden vastgelegd. De uur van terugkomst wordt alleszins gecontroleerd.

5. Pedagogische uitstappen en schoolreizen.

Gezien het belang ervan voor de opleiding, kunnen verscheidene pedagogische uitstappen, schoolreizen, culturele uitwisselingen en culturele en sportieve activiteiten het hele jaar door worden georganiseerd.

Deze activiteiten en de daarmee gepaard gaande werkzaamheden zijn, net als de lessen, verplicht. De leerlingen kunnen hiervan enkel worden vrijgesteld om medische redenen of met uitdrukkelijke toestemming van de directie in uitzonderlijke gevallen. Toch kan de directie de leerling uitsluiten die tijdens een vorige activiteit aanleiding heeft gegeven tot ernstige problemen die schade kunnen toebrengen aan de veiligheid van de deelnemers of de goede naam van de school.

6. Schoolbezoek.

6.1. Op weg naar school wordt de leerling door de schoolverzekering enkel gedekt indien hij het gebruikelijke traject volgt om zich van zijn woonplaats te begeven naar de plaats waar de schoolactiviteit plaatsvindt en omgekeerd.

6.2. De lessen dienen te worden nageleefd. De ouders van de minderjarige leerlingen en de meerderjarige leerlingen zien erop toe dat het telaar komen en afwezigheden uitzonderlijk en gegrond zijn.

6.3. De leerlingen mogen zich slechts een halfuur voor de aanvang van de lessen zonder toelating op de speelplaats bevinden en dienen de lokalen te verlaten als de lessen zijn beëindigd. De leerlingen krijgen het formele verbod opgelegd om vóór of na de lessen of tijdens de speeltijd, in de lokalen, gangen en op de trappen te blijven behalve indien hiervoor toelating is gegeven.

De leerlingen dienen minstens vijf minuten voor de aanvang van de lessen aanwezig te zijn en mogen onder geen beding het instituut verlaten vóór het einde ervan (verwijzing naar het lesrooster in de klasagenda).

De rangen worden gevormd op de aangeduide plaatsen.

Leerlingen die te laat komen dienen zich te melden bij hun studiemeester-opvoeder alvorens ze zich naar de klas begeven. Het laatkomen wordt systematisch genoteerd in de schoolagenda en elk misbruik wordt bestraft. Behoudens uitzonderlijke gevallen of tegengesteld oordeel van de verantwoordelijke opvoeder mag de leerling slechts het volgende uur tot de lessen worden toegelaten. In afwachting dient de leerling zich naar de studiezaal te begeven waar zijn aanwezigheid wordt gecontroleerd.

7. Afwezigheden

7.1. De leerlingen dienen de lessen en activiteiten daadwerkelijk en nauwgezet te volgen. De ouders van de minderjarige leerlingen en de minderjarige leerlingen worden gewezen op de noodzaak tot strikte naleving van de hiernavolgende voorschriften om te vermijden dat de leerling het risico loopt niet over te gaan naar het volgende leerjaar of, waar het om de meerderjarige leerling gaat, het risico op een definitieve uitsluiting van school.

7.2. De volgende afwezigheden zijn gerechtvaardigd als zij het gevolg zijn van :

— onpasselijkheid of ziekte van de leerling, gedekt door een medisch getuigschrift of een attest dat is afgeleverd door een ziekenhuiscentrum;

— de oproeping door een overheid of de noodzaak voor de leerling om zich naar de overheid te begeven die een attest levert;

— het overlijden van een ouder of verwant in de eerste graad van de leerling; de afwezigheid mag niet langer dan 4 dagen bedragen;

— het overlijden van een ouder of een verwant in eender welke graad, die onder hetzelfde dak als de leerling woont; de afwezigheid mag niet meer dan 2 dagen bedragen;

— het overlijden van een ouder of verwant in de 2e tot 4e graad die niet onder hetzelfde dak als de leerling woont; de afwezigheid mag niet meer dan 1 dag bedragen.

Een bijzonder stelsel kan worden toegepast op de jonge leerlingen die sport aan een hoog niveau beoefenen of veelbelovend zijn zoals bedoeld in het koninklijk besluit van 29 juni 1984.

Elk document betreffende de voornoemde afwezigheden dient aan het schoolhoofd of diens afgevaardigde te worden overhandigd uiterlijk de dag na de laatste dag van afwezigheid wanneer deze niet meer dan 3 dagen bedraagt, en uiterlijk op de vierde dag van afwezigheid in de andere gevallen. De afwezigheid zonder geldige reden binnen die termijnen wordt meegedeeld aan de ouders van de minderjarige leerling of aan de meerderjarige leerling, uiterlijk op het eind van de week tijdens welke deze een aanvang heeft genomen.

Het schoolhoofd kan andere motieven voor de afwezigheid aanvaarden in zoverre ze het gevolg zijn van overmacht of uitzonderlijke omstandigheden die samengaan met familiale problemen, problemen in verband met de geestelijke of fysieke gezondheid van de leerling of het vervoer. Het aantal dergelijke afwezigheden mag niet meer dan 24 halve dagen tijdens een schooljaar bedragen. Er dient een schriftelijk bewijs voor te worden geleverd door de meerderjarige leerling of door de ouders van de minderjarige leerling. Elke andere afwezigheid wordt als ongerechtvaardigd beschouwd.

7.3. In het middelbaar onderwijs worden als een halve dag afwezigheid zonder geldige reden beschouwd :

— de afwezigheid zonder geldige reden van de leerling gedurende een halve schooldag, ongeacht het aantal lessen dat deze halve dag omvat;

— de afwezigheid zonder geldige reden van de leerling gedurende twee lessen of meer, al dan niet opeenvolgend, gedurende eenzelfde halve dag.

7.4. Bij zijn terugkeer naar school dient de leerling die afwezig is geweest, zijn schoolagenda en zijn schriften zo vlug mogelijk in orde te brengen.

De leerling dient de taken uit te voeren die zijn opgelegd tijdens zijn afwezigheid, ook al is deze gerechtvaardigd.

7.5. De les lichamelijke opvoeding staat, net als de andere lessen, vermeld op het uurrooster. Vrijstellingen van deze les kunnen enkel worden gegeven om medische redenen. De leerlingen die tijdelijk zijn vrijgesteld van deze les dienen de lessen bij te wonen en een schriftelijk verslag te geven aan de leerkracht. Deze evalueert het verslag. Ze dienen dus aanwezig te zijn op school, behoudens uitzonderlijke toelating van de directie.

7.6. De inhaallessen die worden georganiseerd om de leemten op te vullen in de opleiding van bepaalde leerlingen worden opgetekend in de schoolagenda en zijn eveneens verplicht.

7.7. Tijdens de examenperiode dient elke afwezigheid te worden gerechtvaardigd door hetzij een medisch getuigschrift in geval van ziekte, hetzij een verontschuldigungsbrief waarin de reden van de afwezigheid wordt aangegeven. Het schoolhoofd bepaalt of de opgegeven reden een geval van overmacht vormt. In het tegenovergestelde geval, of wanneer het gaat om een afwezigheid zonder geldige reden, is het examencijfer een nul.

7.8. In het middelbaar onderwijs wordt de schoolplichtige minderjarige leerling die tijdens eenzelfde schooljaar twintig halve dagen zonder geldige reden afwezig is, door de inrichtende macht of zijn gemachtigde doorverwezen naar de Adviseur van de Jeugdzorg.

Vanaf de tweede graad van het middelbaar onderwijs verliest de leerling die tijdens eenzelfde schooljaar meer dan dertig halve dagen zonder geldige reden afwezig is, zijn hoedanigheid van regelmatige leerling, behoudens afwijking die is verleend door de Minister van de Franse Gemeenschap wegens uitzonderlijke omstandigheden.

De definitieve uitsluiting kan worden uitgesproken indien die meerderjarige leerling tijdens eenzelfde schooljaar meer dan veertig halve dagen zonder geldige reden afwezig is.

7.9. Uiterlijk vanaf de tiende dag dat de leerling zonder geldige reden afwezig is, ontbiedt het schoolhoofd de ouders van de minderjarige leerling, of de meerderjarige leerling, bij een aangetekende brief met ontvangstbewijs.

Het schoolhoofd wijst op de bepalingen betreffende de afwezigheden op school en doet voorstellen om preventief op te treden tegen deze afwezigheden.

Indien de ouders van de minderjarige leerling, of de meerderjarige leerling geen gevolg geven aan deze uitnodiging zendt het schoolhoofd een lid van het pedagogisch personeel of de schoolbemiddelaar of een lid van het psycho-sociaal-medisch centrum, mits toelating van de directeur van dit centrum, naar de woon- of verblijfplaats van de leerling.

Een verslag van dit bezoek wordt opgesteld ten behoeve van het schoolhoofd.

7.10. Indien de leerling zich in een zodanige crisissituatie bevindt die het schoolgaan bemoeilijkt wegens zijn problemen, dan kan de Minister van de Franse Gemeenschap hem de toelating geven zich te laten begeleiden door diensten die samenwerken met de Jeugdzorg of door een dienst die is erkend en aangeduid door de Commissie voor positieve discriminatie. De begeleidingstermijn bedraagt hoogstens één maand en kan eenmaal worden hernieuwd. Deze mogelijkheid tot begeleiding, die de leerling de mogelijkheid geeft om naar behoren ingeschreven te blijven in de onderwijsinstelling, wordt onderzocht op gezamenlijke vraag van de leerling, diens ouders, de inrichtende macht of de afgevaardigde ervan, na advies te hebben ingewonnen bij de klassenraad of het PMS-centrum.

8. Opschorting van de lessen en toelatingen tot het verlaten van school.

8.1. De toelating tot het verlaten van school wordt enkel gegeven mits het voorafgaand akkoord van de ouders.

8.2. De leerlingen mogen de school niet verlaten tijdens de pauzes en speeltijden.

8.3. Indien de lessen om eender welke reden worden opgeschort vóór het gebruikelijke einde mag de leerling naar huis gaan. Deze wijziging van het lesuur en de toelating tot het verlaten worden opgetekend in de schoolagenda door het schoolhoofd of diens gemachtigde. De ouders van de minderjarige leerling paraferen dit bericht.

8.4. De leerling dient de schriftelijke toelating van de leerkracht, het secretariaat of de PMS-verantwoordelijke te hebben om zich naar het secretariaat, het PMS-centrum, enz. te begeben.

8.5. Wanneer de jongere zonder toelating de school verlaat, is hij niet gedekt door de schoolverzekering, de ouders zijn dan volledig aansprakelijk voor de minderjarige leerling : rekening houdend met de configuratie van de instelling kunnen we geen permanent toezicht garanderen.

Wanneer de jongere de school mag verlaten, dekt de schoolverzekering de leerling enkel wanneer hij op weg van school is, dat wil zeggen wanneer hij het gebruikelijk traject volgt op weg van huis naar school en omgekeerd.

9. De schoolagenda.

9.1. De schoolagenda is een zeer belangrijk officieel document Hij dient te worden voorgelegd wanneer erom verzocht wordt. De leerling dient hem steeds bij zich te hebben. Van zodra hij is ingeschreven in de onderwijsinstelling, schaft hij zich het door de school voorgeschreven model aan en draagt hij er gedurende het hele schooljaar zorg voor. Wanneer hij bij de directie of op het secretariaat wordt geroepen, heeft hij hem bij zich.

De schoolagenda is een persoonlijk document; hij mag niet aan een andere leerling worden afgestaan.

9.2. De leerling vermeldt zorgvuldig in zijn schoolagenda :

- het wekelijks uurrooster;
- de onderrichte materie, huistaken en lessen;
- de cijfers van de toetsen en controles;
- de berichten van het verlaten van school.

9.3. De schoolagenda is een middel tot communicatie tussen ouders en school en omvat belangrijke mededelingen. De ouders van de minderjarige leerling worden dan ook verzocht kennis te nemen van de schoolagenda, deze na te zien en op het einde van elke week te ondertekenen en elk bericht erin te paraferen. De meerderjarige leerling dient dezelfde beschikkingen na te leven.

9.4. De schoolagenda wordt gedurende de studies bijgehouden met het oog op een eventuele controle van de homologatie. Dit geldt ook voor de schriften van het 5e, 6e en 7e jaar.

9.5. Zo ze voorzien is, is de leerlingenkaart een belangrijk document; elke leerling dient deze bij zich te hebben en ze te overhandigen aan elk personeelslid wanneer deze er om verzoekt. Dit geldt ook voor de schoolagenda.

10. Evaluatie : het rapport.

10.1. De evolutie op studievak van de minderjarige leerling worden aan de ouders meegedeeld via een rapport waarin de punten voor elke les worden genoteerd.

Elke bijkomende informatie over de inhoud ervan kan worden gevraagd aan de leraar van het desbetreffende vak, de verantwoordelijke opvoeder en de directie. Buiten de ouderavonden die tijdens het schooljaar zijn gepland, kunnen de ouders een afspraak maken door telefonisch contact op te nemen met het schoolsecretariaat.

10.2. De rapporten worden regelmatig uitgereikt, ze omvatten informatie over het dagelijks werk en de examenresultaten of de balans.

10.3. De minderjarige leerling dient zijn rapport te overhandigen aan zijn ouders van zodra hij het in zijn bezit heeft.

10.4. Het ondertekend rapport wordt uiterlijk de daaropvolgende maandag aan de leraar overhandigd.

11. Schoolkalender.

De schoolkalender (verloven, rapporten, examens, ouderavonden) wordt via een bericht in de schoolagenda bij de aanvang van het schooljaar meegedeeld.

12. Voorwaarden tot welslagen.

12.1. De verantwoordelijkheid voor de evaluatie van de opleiding van de leerling en voor de beslissing om de leerling te laten overgaan naar het volgende jaar, wordt collegiaal uitgeoefend. Ze behoort tot de klassenraden, met inachtneming van de geldende decreetale of reglementaire bepalingen die zijn vastgesteld door de Franse Gemeenschap. Deze bepalingen liggen ter inzage op het schoolsecretariaat, waar bijkomende inlichtingen kunnen worden verschaft.

12.2. Gedragcijfer

Dit cijfer heeft geen determinerende waarde en mag de loop van de deliberaties niet beïnvloeden, behalve indien nauwkeurige normen inzake sociaal gedrag deel uitmaken van de pedagogische opleiding met betrekking tot bepaalde disciplines, in samenhang tot het profiel van het vak (hygiëne en sociaal gedrag in beroepen in de dienstverlening en de voeding).

Het aftrekken van punten van het gedragcijfer is een objectieve doch voorlopige beoordeling van de ernst van een of meerdere feiten die op zich of in combinatie kunnen leiden tot een tuchtstraf.

13. Tuchtstraffen

De ordemaatregelen en tuchtmaatregelen die ten opzichte van de leerlingen kunnen worden genomen alsook de beroepsprocedures die er kunnen worden tegenovergesteld, zijn vermeld in het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 27 mei 1999 tot vaststelling van reglement betreffende de tuchtmaatregelen voor de leerlingen van het normaal en bijzonder basisonderwijs en secundair onderwijs dat wordt georganiseerd door de Franse Gemeenschapscommissie.

Dit besluit is gevoegd bij dit huishoudelijk reglement en maakt er deel van uit overeenkomstig artikel 76, 4°, van het decreet van de Franse Gemeenschap van 24 juli 1997 tot vaststelling van de prioritaire opdrachten van het basisonderwijs en secundair onderwijs en tot instelling van de structuren om deze te bereiken.